



**HAL**  
open science

## Penser et faire la géographie sociale. Introduction

Raymonde Séchet, Vincent Veschambre

► **To cite this version:**

Raymonde Séchet, Vincent Veschambre. Penser et faire la géographie sociale. Introduction. Raymonde Séchet, Vincent Veschambre. Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale., Presses universitaires de Rennes, pp.7-24, 2006, Géographie sociale. halshs-00364446

**HAL Id: halshs-00364446**

**<https://shs.hal.science/halshs-00364446>**

Submitted on 26 Feb 2009

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## INTRODUCTION

Raymonde Séchet et Vincent Veschambre<sup>1</sup>

Cette introduction est à la fois avant-propos et introduction au sens classique de l'exercice. Il nous a, en effet, semblé important de resituer le présent ouvrage dans le contexte scientifique de sa production. Cet ouvrage "*Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*" est l'un des trois volumes préparés suite au colloque "*Espaces et sociétés aujourd'hui. La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action*" qui s'est tenu à Rennes en octobre 2004<sup>2</sup>. Il peut se lire pour lui-même mais il gagnera en portée épistémologique s'il est mis en regard des deux autres. En conséquence, le premier temps de cette introduction présentera le colloque en l'inscrivant dans la continuité de ceux déjà organisés par l'unité mixte de recherche ESO<sup>3</sup> autour de la géographie sociale à Caen en 1996 et 1999. Dans un deuxième temps, sera avancé un ensemble d'arguments en justification<sup>4</sup> du choix de la thématique du colloque (l'action). Après ces développements communs aux trois ouvrages, nous présenterons les grandes lignes des questionnements qui ont présidé à la construction de ce premier volume.

### Continuité

Le colloque de Rennes a réaffirmé la position des universités de l'Ouest de la France comme haut lieu de la géographie sociale française. Cette situation remonte au début des années quatre-vingt lorsque les chercheurs, réunis autour d'Armand Frémont, ont largement contribué à la naissance d'une école de géographie sociale française. Cette dynamique a été marquée par trois événements majeurs eu égard à leur impact dans la discipline : le colloque réuni à Lyon en 1982 autour de Renée Rochefort (Noin, 1983), la publication par Armand Frémont, Jacques Chevalier, Robert Hérin et Jean Renard de l'ouvrage collectif *Géographie sociale* (Frémont *et al.*, 1984), le colloque organisé en 1984 en marge de la réunion de l'UGI à Paris par le collectif français de géographie sociale et urbaine sous l'intitulé *Sens et non-sens de l'espace*. Alors que la géographie sociale avait jusqu'alors été le fait de "voix isolées", elle serait pour la première fois devenue "une entreprise collective" (Frémont *et al.*, 1984 : 68.10) suffisamment puissante pour déboucher sur une relative institutionnalisation en tant que sous-discipline. C'est sans doute pourquoi la géographie sociale a alors suscité de virulentes réactions de la part de ceux pour qui la géographie ne pouvait être que la science de l'espace. Roger Brunet s'interrogeait sur le sens de la distinction qui aurait animé les géographes sociaux :

<sup>1</sup> Les deux premières parties de cette introduction ont été rédigées par Raymonde Séchet, la troisième par Vincent Veschambre.

<sup>2</sup> Les deux autres également publiés dans la collection *Géographie sociale* des Presses Universitaires de Rennes sont : Dodier R., Rouyer A. Séchet R. (dir.), *Territoires en action et dans l'action*, et Garat I., Séchet R., Zéneidi-Henry D., *Espaces et (trans)action*.

<sup>3</sup> Jusqu'à présent, l'intitulé de l'unité était "Espaces géographiques et sociétés" mais les débats qui ont eu lieu dans l'unité pour préparer le colloque de 2004 ont incité à renoncer à l'adjectif "géographique", non par rupture disciplinaire mais par cohérence avec le projet scientifique. Si l'espace est une dimension des sociétés, il ne peut être que social (Cf. la contribution de Vincent Veschambre – *Penser l'espace comme dimension de la société. Pour une géographie sociale de plain-pied avec les sciences sociales* – dans ce volume).

<sup>4</sup> Au sens de Boltanski et Thévenot (*De la justification. Les économies de la grandeur*, 1987) pour qui, face aux critiques, potentielles ou avérées, les acteurs – et tout organisateur de colloque est acteur – mobilisent des argumentations générales qui dépassent la situation particulière.

“ Faites, faisons de la géographie ; en scientifiques, avec toute la curiosité et l’imagination que cela requiert ; sans complexe, et sans adjectifs, et faisons-la connaître – y compris hors des lieux du pouvoir. Il est naturel, il est bon, qu’il y ait des géographes “ sociaux ” ; il n’y a pas de “ géographie sociale ” ” (Brunet, 1986 : 130).

Quoi qu’il en ait été de la diversité des “ horizons philosophiques ” (Guermond, 1986 : 86) et du foisonnement thématique et problématique inhérents à son émergence, la géographie sociale s’est résolument affichée comme plus encline au renouvellement des méthodes que repliée sur des outils et des théories disciplinaires. Elle a été beaucoup plus qu’ “ un temps de réflexion salutaire dans l’évolution de la géographie française ” (Guermond, 1986 : 86), même si c’est seulement aujourd’hui que se révèle l’ampleur de la mutation épistémologique permise par une géographie dont le projet est d’étudier la dimension spatiale des sociétés et par l’affirmation du principe que la géographie sociale ne commence que lorsque le géographe s’implique dans l’analyse du rôle de l’espace en tant qu’enjeu stratégique (pour la société) et tactique (pour les acteurs au quotidien) dans la reproduction des sociétés et les régulations sociales (Séchet, 1998 : 212). Cette posture est une reformulation de celle défendue par Renée Rochefort (1963) pour qui la géographie sociale “ commence avec un renversement de l’ordre des facteurs, un renversement d’intérêt, pour ne pas dire de direction de pensée, [...] lorsque la trame humaine devient la chaîne et réciproquement, la chaîne spatiale, la trame ”. Le tissu – la société – n’existe que par le tissage, et les tissus se différencient en fonction de la chaîne et de la trame, mais aussi du métier à tisser et des commandes qui lui sont passées.

Le colloque de Rennes s’est inscrit dans la continuité de ceux organisés à Caen en 1996 et 1999 sous les intitulés *Espaces et sociétés de la fin du XX<sup>e</sup> siècle : quelles géographies sociales ?* et *Faire la géographie sociale, aujourd’hui*. Les modes d’organisation et les formes d’appel à communication ont évolué en même temps que les objectifs. En 1996, il s’agissait de revenir sur des questions théoriques, en ayant le souci de les mettre en débat à l’intérieur de l’unité et auprès de chercheurs extérieurs pas nécessairement adeptes de la géographie sociale mais avec qui des relations d’amitié permettaient des débats scientifiques constructifs et sereins. En l’absence d’appel à communication, ce colloque de 1996 a davantage relevé du séminaire ou *workshop*. Avec le recul, et malgré la richesse et la cohérence des débats, le manque d’ouverture peut apparaître comme une reconnaissance des limites des positions théoriques et comme l’expression des incertitudes des organisateurs quant à leurs capacités à maintenir les dynamiques impulsées au début des années quatre-vingt. Le colloque de 1999 a été plus ouvert mais les propos de Robert Hérim dans son texte d’ouverture (“ Des questions de fond restent donc posées au projet d’une géographie sociale prétendant renouveler la discipline afin qu’elle retrouve son crédit dans les sciences humaines et auprès de ceux dont elle traite ”) traduisent toujours les mêmes aspirations à la reconnaissance des pairs et de la société civile. Peut-être parce que, dans un contexte concurrentiel, et plus que d’autres courants de la discipline, la géographie sociale, soucieuse de son utilité critique, a été sensible aux représentations qui placent la géographie tout en bas de l’échelle des hiérarchies des sciences humaines et sociales.

Pour la géographie sociale, le contexte scientifique actuel pourrait être interprété comme celui de la banalisation, de la négation, de la perte d’identité. En effet, l’heure n’est plus à vilipender le renversement de l’ordre des facteurs ; il se dit que celui-ci fait désormais consensus... Dès lors, que reste-t-il qui justifierait la fidélité au qualificatif “ sociale ” accolé à “ géographie ” et à l’état d’esprit qui accompagnait le renouveau du début des années quatre-vingt ? Ne faudrait-il pas renoncer à l’adjectif, voire au projet ? La crainte de la négation de la géographie sociale, et pourquoi pas de sa disparition, peut être bien réelle. Cette crainte a d’ailleurs été exprimée par des géographes britanniques bien avant qu’elle ne le fût en France : dès 1993, plusieurs d’entre eux ont vu dans le rapprochement entre géographie sociale et géographie culturelle un risque d’évacuation du social (Gregson, 1993 ;

Jacobs, 1994). En redonnant au culturel la primauté dans les pratiques de recherche, la vague post-moderniste, particulièrement forte dans les géographies anglo-saxonnes, a affaibli les positions des géographes sociaux.

Afin de clarifier la raison de la géographie sociale, l'appel à communication pour ce colloque de 2004, cette fois largement diffusé, ouvrait diverses pistes avec, toutefois, une problématique dominante, celle de l'action et de l'inscription de la géographie sociale dans les sciences de l'action. Pour Hannah Arendt (1994), l'action est l'activité humaine fondamentale qui correspond à la construction du rapport à l'autre :

“ Je propose le terme de *vita activa* pour désigner trois activités humaines fondamentales : le travail, l'œuvre et l'action. Elles sont fondamentales parce que chacune d'elles correspond aux conditions de base dans lesquelles la vie sur terre est donnée à l'homme. [...] La condition humaine du travail est la vie elle-même. [...] La condition humaine de l'œuvre est l'appartenance-au-monde. [...] L'action, la seule activité qui mette directement en rapport les hommes sans l'intermédiaire des objets ni de la matière, correspond à la condition humaine de la pluralité, au fait que ce sont des hommes et non pas l'homme, qui vivent sur terre et habitent le monde ”.

L'action est donc l'activité politique par excellence. Dès lors, pour la géographie sociale, il s'agit de comprendre comment la relation à l'autre se construit dans l'espace, ou plus précisément dans les lieux en tant qu'espaces d'identité et de reconnaissance (Entrikin, 2003), comment se structurent les groupes sociaux, comment se reproduisent les positions sociales, comment les rapports de domination se jouent dans la dimension spatiale des politiques publiques. L'architecture théorique proposée par l'appel à communication comportait trois temps :

- déconstruction des catégories : comment sont, aujourd'hui, définies et délimitées les catégories du social et du spatial, comment les met-on en relation ? Avec quelles évolutions ? Comment analyse-t-on par exemple les inégalités sociales dans les espaces ? Quel impact les outils actuels, et notamment les technologies de l'information et de la communication et les technologies de l'information géographique, ont-ils sur l'analyse et les catégories d'analyse ? Quelle appropriation de ces outils faut-il impulser pour qu'ils permettent plus de participation au lieu de creuser les inégalités... ?

- étude des raisons des sujets engagés dans l'action par l'analyse des pratiques spatiales, que celles-ci soient le fait de comportements d'adaptation aux contraintes subies, ou, dans une autre perspective, qu'elles expriment la marge de liberté de tout individu-acteur. Comment l'individu se construit en s'insérant dans un ou des groupes sociaux et dans son identité collective ? Sa gestion des rapports aux autres produit-elle du territoire ? Et qu'est-ce donc que ce territoire pour l'individu ?

- l'action publique telle qu'elle se dit et se fait : le territoire est ici celui des élus et des institutions. Comment les découpages influencent-ils les espaces sociaux et les espaces vécus ? Quelles gouvernances et quels partenariats locaux sont mis en place, pour quels enjeux de pouvoirs et quelles sociétés ? Comment les discours sur les valeurs patrimoniales des lieux modèlent-ils les dimensions symboliques attachées aux territoires ? Quelles sont les perceptions dominantes des risques et des vulnérabilités, des cohésions et de la durabilité ? Bref, en quoi l'action publique agit-elle en tant que reproductrice des sociétés et des inégalités ?

La géographie sociale ne peut être qu'une géographie de l'action et des acteurs, ce qui, d'ailleurs, devrait aller de soi pour toute géographie en prise avec les réalités du monde et se voulant utile et prédictive. Or, jusqu'à présent, c'est comme si, dans la géographie française, y compris humaine, l'acteur avait toujours été mis en arrière plan (Gumuchian *et al.*, 2003). Jacques Lévy et Michel Lussault, que Christine Chivallon (2003) qualifie “ d'électrons libres ” par rapport aux géographies sociale et culturelle, l'ont malgré tout effectivement et réellement introduit en géographie. Pour Jacques Lévy, les réticences des géographes à l'égard des acteurs “ s'enracinent dans une tradition à la fois descriptive, matérialiste,

statisticienne et structuraliste” (Lévy, 1999 : 75). Une tradition avec laquelle la géographie sociale des années quatre-vingt n’avait pas réellement rompu, même si les démarches qualitatives ne cessaient de gagner du terrain.

C’est pourquoi, si dans son programme scientifique rédigé en 1995, ESO en appelait à l’étude des acteurs et de leurs jeux, c’était de manière incantatoire, sans réelle référence aux différentes théories sociales de l’action (même si les travaux empiriques des premières années de l’unité ESO ont plus été en phase avec Bourdieu qu’avec Boudon, Touraine, ou encore Goffmann<sup>5</sup>). Dans ce programme, il était affirmé :

“une attention particulière continuera à être portée aux politiques publiques, aux systèmes d’acteurs qui les sous-tendent à différentes échelles, aux articulations entre ces derniers et ceux qui fonctionnent dans la sphère du social et dans le système politique. Ce qui nous conduit à poursuivre nos travaux sur les rapports entre acteurs publics et privés”.

Dix ans plus tard, Robert Hérim introduit son texte au colloque de Rennes<sup>6</sup> en “choisissant de s’intéresser à deux mots-clés qui devraient conduire la recherche en géographie sociale dans des directions jusqu’alors assez peu explorées : les mots acteurs et actions”, reconnaissant par là le décalage entre les ambitions affichées et les pratiques de recherche des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, mais aussi la pertinence des évolutions impulsées par des chercheurs plus jeunes, qui n’ont pas été aussi intensément que leurs prédécesseurs confrontés aux enjeux de délimitation ou de transgression de frontières disciplinaires et pouvaient donc plus aisément aller plus loin dans la réalisation du projet annoncé il y a maintenant une vingtaine d’années. C’est ainsi que les acteurs, individuels et collectifs, ont été très présents dans des thèses comme celles d’Arnaud Gasnier (*Centre-ville, urbanité et jeunes. De la conception de l’aménagement à son usage spatial*), de Rodolphe Dodier (*Formes d’organisation des systèmes locaux d’activité et d’emploi dans les Pays de la Loire*) et de Vincent Veschambre (*Les professeurs du secondaire public. Essai de géographie d’un groupe social*), toutes les trois soutenues en 1994. Malheureusement, les connexions entre ces thèses n’ont pas été établies alors qu’elles auraient sans doute pu déboucher sur une synthèse susceptible de donner lieu à un acte fort de publication, dix ans après “le Masson” – dans le milieu de la géographie sociale française, cette expression est utilisée pour désigner l’ouvrage collectif de 1984.

## De la justification

Le colloque de Rennes a été organisé à un moment où, alors même qu’il est fréquemment annoncé que les objets et les principes de la géographie sociale sont largement partagés, plusieurs publications ont fait état de critiques à l’égard de ce courant de la géographie qui, dans le même temps, connaît une nouvelle dynamique, tout particulièrement dans son bastion de la France de l’Ouest. Le premier des trois textes critiques à l’égard de la géographie sociale française des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix que nous retiendrons est celui de Christine Chivallon qui, dans une présentation générale des géographies sociale et culturelle en France, fait état d’un décalage entre les ambitions du projet de géographie sociale et ses résultats. L’auteure attribue ce décalage à l’insuffisance de distanciation d’avec les pratiques de la géographie classique, et notamment au manque de critique par rapport à la production de cartes. Pour elle, la géographie sociale aurait trop investi dans des démarches de types “atlas” au détriment de l’approfondissement du projet théorique de 1984 qui supposait une réelle orientation vers les autres sciences sociales (Chivallon, 2003 : 648).

<sup>5</sup> Pour une synthèse géographique des théories de l’action en sciences sociales, voir Gumuchian et al., *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, p. 14 et suivantes.

<sup>6</sup> Les bénéficiaires de la Politique de la Ville. Des exclus de la Vita Activa ?, in Dodier R., Rouyer A., Séchet R., *Territoires en action et dans l’action* (à paraître).

Laurent Cailly, pour sa part, présente la géographie sociale comme prédatrice ou empirique, mais toujours incapable d'articuler théorie et terrain : “ A lire les recherches qui se réclament encore explicitement de la géographie sociale (au sein desquelles dominent toujours celles issues des universités de l'Ouest de la France), on peut se demander si, d'une part, l'inflation des discours spéculatifs et éclectiques, sans grands travaux de validation empirique (publiés), et d'autre part, presque à l'inverse, la multiplication d'études de détail sur des phénomènes sociaux et des pratiques (religieuses, scolaires, culturelles) très analytiques et sans grand substrat théorique, ne minorent pas, au bout du compte, les ambitions (disparues ?) d'une géographie qui se voulait en prise avec les questions de société ” (Cailly, 2003 : 855). Enfin, Chris Philo et Ola Söderström (2004 : 124) font état du caractère limité de la contribution théorique des géographes sociaux de l'Ouest dont les approches n'auraient été qu'une “ version du séparatisme spatial ” :

“ Au lieu de voir dans l'espace une dimension constitutive de la société, elle réhabilitait le fétichisme spatial de l'analyse spatiale. Une telle conception de la société et de l'espace, dominante dans la géographie sociale de langue française au cours des années quatre-vingt, et la conception de la géographie sociale qui en découle, étaient symptomatiques d'une difficulté à aborder les questions théoriques fondamentales, comme : de quoi parlons-nous lorsque nous utilisons les notions d'espace, de société, d'action ? [...] En d'autres termes, il n'y avait pas d'équivalent francophone à “ l'infléchissement philosophique ” observé dans la géographie anglo-américaine entre le milieu des années soixante-dix et les années quatre-vingt, ce qui aboutit à ce que les catégories de la théorie sociale – le pouvoir, l'interaction et la sociabilité – ont été utilisées de façon vague et souvent non convaincante tout au long des années quatre-vingt ”.

L'emploi du passé par Chris Philo et Ola Söderström est bienvenu. En effet, les critiques adressées par les différents auteurs ne nous semblent plus devoir être formulées à l'encontre de la géographie sociale d'aujourd'hui. Celle-ci a évolué dans ses paradigmes, ses questionnements, ses méthodes. Comme l'anthropologie, la sociologie, l'histoire, etc., elle est passée des grandes théories explicatives à l'action et l'acteur ; elle a renoué avec l'immatériel, l'idéal, le symbolique. Avec le marxisme, particulièrement influent dans la géographie radicale étasunienne des années soixante-dix mais aussi dans la géographie sociale de la France de l'Ouest des années quatre-vingt, le social a acquis droit de cité en géographie. Le marxisme a donné aux chercheurs, géographes et autres, les outils à penser leur sensibilité aux injustices, dominations, exclusions, silences, absences ; l'étude des processus, et donc la prise en considération des temporalités, s'est imposée à des chercheurs qui, quoi qu'on en dise, ont voulu rompre avec le spatialisme, ses causalités, ses schémas et modèles spatiaux. Les courants marxistes ont, à leur tour, été critiqués, notamment parce qu'ils ont pu déboucher sur des méta-explications occultant les réalités vécues.

Richard Peet, fondateur de la revue *Antipode*, avait certes appelé de ses vœux une géographie marxiste ouverte sur le vécu quotidien, combinant grande théorie explicative et observations empiriques (Peet, 1975). Il n'en demeure pas moins que les particularités contextuelles ont été méprisées tant que le post-modernisme ne leur a pas redonné place dans l'analyse du social. La géographie sociale française a largement laissé à d'autres l'étude des adaptations individuelles, des arrangements et bricolages qui permettent les petits bonheurs au quotidien parce qu'il faut vivre malgré tout, laissé à d'autres la prise en considération de la spatialité des sentiments. Les relations sociales se vivent grandement à travers des affects et des émotions ; affects et émotions qui sont à considérer comme des ingrédients pour l'analyse géographique, sociale tout particulièrement, sous peine de ne parvenir qu'à une compréhension incomplète de la marche du monde (Bochet, Racine, 2002 : 120). La peur de l'Autre, et donc son rejet lié au souci de protection de soi, s'accompagnent peut-être de sa relégation spatiale, mais ne s'accompagne-t-elle pas aussi de son évitement dans les espaces publics, de l'évitement de son regard ? Les déambulations piétonnières de tout individu s'inscrivent dans les limites rarement transgressées de son habitus ; l'acte de marcher est au

système spatial ce que la parole est à la langue : une procédure d'énonciation (Di Méo, 1999 : 89 d'après De Certeau et Bourdieu).

La reconnaissance de la spatialité inhérente à tout phénomène social, dont rend compte l'influence dans la géographie britannique de penseurs comme Anthony Giddens, ouvre à la géographie française, sociale mais pas uniquement, des perspectives en matière de repositionnement par rapport aux autres sciences sociales. Encore faut-il que les géographes n'hésitent plus à s'impliquer dans la construction d'une théorie de la dimension spatiale des sociétés et qu'ils en finissent avec les ratiocinations sur les limites et les frontières disciplinaires, le partage des tâches et la division du travail de recherche, tout particulièrement entre géographes et sociologues mais aussi entre géographes et psychologues lorsqu'il s'agit de traiter des représentations spatiales.

Le principal acquis du tournant géographique (Lévy, 1999) pour la géographie sociale est de permettre d'aller sans réserves jusqu'au bout du renversement de l'ordre des facteurs. Fortement marquée par le vocabulaire marxiste et les rapports de production, la définition de la géographie sociale proposée en 1984 – “Géographie des faits sociaux, et sociologie des faits géographiques, la géographie sociale consiste fondamentalement en l'exploration des interrelations qui existent entre les rapports sociaux et les rapports spatiaux, plus largement entre sociétés et espaces” (Frémont *et al.*, 1984 : 90) – plaçait sur le même plan la société et l'espace, et en cela la critique de Chris Philo et Ola Söderström sur l'absence de rupture avec la spatialisation est justifiée. De même qu'est particulièrement pertinente l'analyse de Vincent Veschambre lorsqu'il nous dit, dans son texte sur l'approche dimensionnelle publié dans ce volume, que la symétrie systématique entre espace et société “a entretenu l'ambiguïté quant au statut de l'espace” et qu'elle “est en même temps “une partition” entre espace et société qui pourrait laisser croire à des rapports sociaux qui ne seraient pas spatialisés et à un espace qui serait autonome et extérieur à la société”. Parler de dimension spatiale de la société permet effectivement à la géographie sociale d'éviter toute dérive spatialiste, en même temps que cela devrait permettre à l'ensemble des sciences sociales de prendre la mesure du rôle de la spatialité dans la reproduction des sociétés.

L'approche dimensionnelle devrait aussi préserver les géographes sociaux du risque d'oubli du social que la (re)mise en avant des particularismes, du sujet, des individualismes, des géographies du quotidien, et que l'attention portée aux micro-échelles de temps et d'espace, ainsi qu'aux interactions, font courir à la géographie post-moderne. Bref, éviter la dérive culturaliste qui, pour la géographie, et bien qu'elle soit plus à la mode, n'est pas de meilleur augure que sa consœur spatialiste. Et cela en donnant la place qu'elle mérite à l'exploration des articulations entre imaginaires, sociétés et territoires<sup>7</sup>. Intégrer l'imaginaire en géographie sociale, c'est, notamment, s'interroger sur les constructions conjointes des représentations, images et discours, sur l'espace comme support des pratiques en tant que mise en actes de la vie rêvée ou, plus prosaïquement, de la vie possible. L'imaginaire est présent dans la production des formes urbaines, dans les pratiques spatiales, dans les régulations et l'instrumentalisation des espaces.

L'analyse des pratiques spatiales ne s'accompagne pas d'une négligence à l'égard des structures sociales et des enjeux de leur reproduction dès lors qu'elle n'ignore pas que “l'habiter est un processus qui dépasse l'individu” (Stock, 2005 : 10), que les pratiques sont sous l'influence des rapports sociaux et de leurs dynamiques spatialement inscrites, et donc qu'elle ne fait pas l'impasse sur les dominations ou les hégémonies qui pèsent sur ces rapports sociaux, ni ne néglige les conflits et les enjeux de pouvoir. C'est que la géographie sociale a évolué dans ses méthodologies et sa capacité à allier positionnement théorique et solides expériences de terrain tout en restant fidèle aux valeurs prônées par ses fondateurs. Elle reste

<sup>7</sup> Cette exploration a été le thème de l'école d'été du réseau de géographie sociale organisée à Montpellier du 1<sup>er</sup> au 3 septembre 2005. Notre propos est inspiré par les textes d'appel à intervention lors de ces journées.

une géographie impliquée, ou plutôt engagée, parce que les géographes sociaux ne sauraient se départir de leurs aspirations pour un monde plus juste, aujourd'hui et demain, et donc de leur regard attentif aux inégalités, aux dominations, aux drames humains, et à la manière dont ils sont vécus. C'est pourquoi la géographie sociale n'a pas à être honteuse de continuer à produire des cartes et des atlas. S'il est bon de "rappeler qu'il n'est pas nécessaire de s'affirmer postmoderne pour faire de l'entretien un outil fondamental et pour prendre les individus au sérieux" (Racine, Bryant, 2003 : 734), il est tout aussi bon de dire que la pertinence des analyses géographiques de questions sociales telles que l'exclusion et la pauvreté passe autant par la production de cartes et la rencontre avec le terrain et les personnes concernées que par des constructions intellectuelles inaudibles par les politiques ou, pire encore, la récupération sans remise en cause de pseudo-concepts issus de l'inscription sur les agendas politiques (Cameron, 2005).

Les critiques faites à la géographie sociale française sont temporellement décalées par rapport à la réalité des pratiques actuelles de recherche, du moins de celles des chercheurs de ESO. Comme pour les colloques précédents, l'un des objectifs de celui de Rennes était de faire le point sur l'état de la géographie sociale. Comment la géographie sociale est-elle perçue par ceux qui la font ou par ceux qui, sans s'y reconnaître, contribuent à lui conférer des spécificités dans le champ de la géographie ? L'analyse des propositions de communication au colloque est riche d'informations sur qui s'est senti concerné et qui s'est reconnu dans la géographie sociale, avec quelles conceptions de la géographie sociale ou autour de quels concepts et de quels objets. Le grand nombre de propositions reçues (près de 150) et leur origine géographique, qui va bien au-delà des "lieux saints"<sup>8</sup> de la géographie sociale des années quatre-vingt, le renouvellement générationnel évident de leurs auteurs, la qualité des interventions, la richesse des débats, ont apporté une réponse à Laurent Cailly (2003) lorsqu'il s'interroge sur l'actualité de la géographie sociale, vingt ans après son affirmation. La diversité des méthodologies, la place occupée par les acteurs et les pratiques ainsi que par les représentations et l'imaginaire témoignent des acquis réalisés depuis l'époque héroïque des atlas sociaux. Non seulement la géographie sociale est bien vivante mais, surtout, elle semble parvenue à la constitution du "champ de savoirs critiques où l'espace est reconnu, sans ambiguïté ni compromis, comme l'instrument incontournable et puissant de l'activité symbolique" (Chivallon, 2003 : 655), et donc des enjeux de pouvoir et de domination.

Dans le foisonnement des thématiques abordées, inhérent au nombre des interventions et à la nature du colloque, certains pourront lire un éclectisme ; dans la diversité des conceptions de la géographie sociale et des manières de penser l'espace, une permanence de la faiblesse théorique ou un reflet de la banalisation des méthodes et principes de la géographie sociale ; dans l'intérêt pour l'analyse des dispositifs politiques, et donc des régulations, un renoncement au dévoilement et à la posture critique. Le choix aurait pu être fait de ne sélectionner pour publication qu'un nombre limité de textes, ceux qui auraient répondu aux critiques formulées à l'encontre de la géographie sociale ... et au dogme quant à ce qu'elle devrait être<sup>9</sup>. Pour rendre largement compte de la richesse des questionnements actuels, le parti adopté a été celui de l'ouverture et de la publicité permettant de rendre potentiellement lisibles un grand nombre des textes portant sur différents aspects de la géographie sociale. Par souci de cohérence, ces textes ont été plus ou moins remaniés par rapport à l'intervention initiale. L'ensemble a été organisé en trois volumes.

---

<sup>8</sup> Expression utilisée par Roger Brunet en 1986 pour désigner les lieux qui étaient alors les plus impliqués, ou plus exactement les chercheurs les plus investis, dans l'essor de la géographie sociale, en l'occurrence des géographes de Caen, Lyon, Pau.

<sup>9</sup> La géographie sociale n'est-elle pas un mode de pensée scientifique qui ne peut se satisfaire de quelque dogmatisme que ce soit ?

- Le premier est de nature épistémologique et s'intitule "*Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*". Il regroupe des textes issus du colloque de Rennes et d'autres sollicités en prolongement de séminaires internes à ESO, et portant sur des thématiques – telles que la proximité ou les communautés – qui n'avaient pas été développées au cours de ce colloque. Il s'agit de rendre compte tout à la fois des enjeux scientifiques et méthodologiques actuels pour la géographie sociale, et donc de revenir sur des questions telles que celles du statut de l'espace ou de la dimension critique ; des conditions de l'utilité sociale des recherches, c'est-à-dire des apports à la compréhension d'enjeux sociétaux (le vivre ensemble) ou plus simplement la mise en géographie de drames humains ; des relations avec d'autres sciences sociales (géopolitique, sociolinguistique) et de l'apport à différents champs de recherche (médiat, sport, santé, ville, risques).

- Le second, *Espaces en (trans)action*, est celui qui illustre le plus les évolutions de la géographie sociale depuis une décennie, et plus particulièrement son frottement avec le *cultural turn* et la post-modernité. L'individu et le micro-social dominant dans des textes qui portent, notamment, sur les conflits d'usages, les mobilités, les tactiques développées par les individus face aux stratégies d'acteurs collectifs, ou plutôt en se jouant ou s'adaptant aux enjeux de pouvoirs et aux exigences de la sociabilité, en choisissant l'entre-soi qui remet en cause le contrat social ou la négociation et l'arrangement. Bref, sur les pratiques au sens d'actions non nécessairement et explicitement réfléchies, mais nécessairement spatiales si l'on adhère à l'approche dimensionnelle défendue dans le volume précédent. La géographie sociale ainsi pratiquée ne s'inscrit-elle pas dans une filiation weberienne ?

- A l'inverse du précédent, le troisième ouvrage – *Territoires en action et dans l'action* – accorde la primauté à la société et au macro-social, au politique et aux pouvoirs. Ici, l'action est réfléchie, pensée dans ses intentions, justifiée, même si elle a des résultats non intentionnels. Cette géographie sociale est davantage dans une filiation durkheimienne pour laquelle la société dépasse l'individu, dans le temps et dans l'espace. En cohérence, là encore avec l'approche dimensionnelle, les régulations supposent l'instrumentalisation des espaces sociaux. Les espaces sont l'objet de politiques spécifiques (patrimoine, paysages...) et les territoires sont instruments dans les politiques sectorielles.

Tout découpage est arbitraire ; d'autres choix étaient possibles, et peut-être souhaitables, afin de rendre plus visible la richesse des débats qui ont animé le colloque. Nous faisons le pari que cette richesse apparaîtra à la lecture conjointe des trois ouvrages. Les enjeux de l'articulation entre les dimensions micro-sociales et macro-sociales, qui structurent les volumes deux et trois, et sans lesquelles il n'y a pas de véritable compréhension des modalités par lesquelles l'espace intervient dans la stabilité et la reproduction du monde social, ne peuvent en effet être posés qu'en regard des questionnements théoriques mis en débat dans ce premier volume.

## **Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale**

Les textes proposés dans ce volume s'inscrivent dans une double démarche d'approfondissement de l'identité de la géographie sociale, autour de la question de l'engagement et d'inscription de celle-ci dans les sciences sociales, à travers la réflexion sur le statut de l'espace. Si l'on ne peut pas à proprement parler de travail épistémologique réalisé par des spécialistes, ces auteurs engagent une réflexion théorique sur la discipline, ses concepts et ses méthodes ou un retour réflexif sur leurs pratiques de recherche et leurs terrains, ce qui fournit autant de matériaux pour la construction d'une telle épistémologie.

## Une posture critique réaffirmée et approfondie

La plupart des textes présentés expriment une réaffirmation de l'implication et de l'engagement du chercheur, renouant ainsi avec les principes affirmés par les pionniers de la géographie sociale et par les auteurs du manuel de 1984. Choisir de travailler sur la mobilité des pauvres (Bonnerandi-Houssay)<sup>10</sup>, sur les inégalités en matière de santé (Fleuret-Séchet) ou sur l'occupation des territoires palestiniens (Guermond-Mathieu) n'est pas neutre et constitue en soi une première forme d'engagement.

Cette question de l'engagement est déclinée à travers différents mots-clefs : l'*utilité* de la recherche (Séchet, 1998), l'*approche critique*, la *responsabilité*, les *valeurs*, l'*implication* du chercheur... Tout cela peut être rapproché des théories “ du point de vue ”, ou du “ savoir situé ”, discutées par les géographies anglo-saxonnes, post-moderne et radicale. En ayant affirmé d'emblée ses valeurs et son “ point de vue ” (Hérin, 1999), la géographie sociale a eu le grand mérite de clarifier ce qu'aucune géographie ne faisait<sup>11</sup>, à savoir préciser ses engagements. Alors qu'il est largement acquis aujourd'hui que toute recherche a un caractère partial (au sens où elle ne peut envisager qu'une partie du monde social), partisan (au sens où la position sociale, idéologique, l'histoire personnelle du chercheur entrent dans la construction de l'objet), que toute recherche est engagée (et bien souvent, sans le dire, du côté de ceux qui ont le pouvoir) et que l'affirmer est la condition pour que quiconque prétendant construire un savoir rationnel puisse être entendu (Haraway, 1991), la géographie sociale ne peut que se sentir à son aise.

C'est ainsi que les chercheurs qui se réfèrent à la géographie sociale sont de plus en plus nombreux à indiquer leurs origines sociales et culturelles (Hérin, 1999), à expliciter leur point de vue de manière réflexive, de sorte de préciser leur rapport à l'objet de recherche et la manière dont ils l'ont construit (Raoulx).

Certains auteurs pensent que le temps est venu d'aller plus loin et d'envisager un approfondissement théorique de cette idée d'engagement de la géographie sociale. Julien Aldhuy et Laurent Viala appellent de leurs vœux l'élaboration d'une “ théorie critique ”, qui puisse intégrer les valeurs réaffirmées dans l'élaboration même du mode de connaissance<sup>12</sup>. Ce qui concerne à la fois les outils conceptuels employés, la manière de construire l'objet de recherche, les méthodes mises en œuvre et plus largement ce que l'on pourrait qualifier de posture de la géographie sociale. Pour s'inscrire dans les sciences critiques, l'un des trois modes de connaissance identifiés par Habermas, et contribuer à l'émancipation, la géographie sociale doit, selon Julien Aldhuy, travailler à passer de l'implicite à l'explicite. Il s'agit d'expliciter d'une part les principes qui guident la recherche, qui doivent être aussi clairs que les méthodes et les concepts, et d'autre part les relations sociales étudiées, qui ont tendance à être naturalisées comme allant de soi et qu'il s'agit d'analyser sous l'angle des inégalités sociales et des rapports de domination.

Sur le plan des outils conceptuels, l'idée selon laquelle “ nos catégories sociales de pensées et nos valeurs respectives (éclairent) le sens de nos concepts ” (Chivallon, 1999 : 15) semble avoir fait son chemin au sein de la géographie sociale. C'est dans le contexte du “ tournant

<sup>10</sup> Dans cette partie, les références sans date renvoient aux textes de l'ouvrage.

<sup>11</sup> Même si à partir du milieu des années soixante-dix des auteurs ont développé une démarche critique, sans pour autant s'inscrire par la suite dans le courant de la géographie sociale (Yves Lacoste et les fondateurs de la revue *EspacesTemps* notamment).

<sup>12</sup> Cette ambition est partagée par d'autres en sciences sociales, en sociolinguistique urbaine par exemple : “ il est simplement temps d'admettre que la dimension éthique mérite de participer pleinement à l'activité scientifique ” (de Robillard, 2005, p. 147).

philosophique ” que s’inscrit la déconstruction d’un certain nombre de notions et de concepts, tels que le *terrain* (Vieillard-Baron), le *territoire* (Ripoll-Veschambre), la *proximité* (Vieillard-Baron, Séchet), le *risque* (Martinais-Morel-Duchêne, Séchet)..., notions et concepts qui semblent trop souvent aller de soi et peuvent être instrumentalisés par les politiques.

A l’inverse, d’autres notions ou concepts sont repris, mis en exergue ou créés de toute pièce, en adéquation avec les postures réaffirmées de la géographie sociale. On retrouve bien entendu l’*action*, sous le signe de laquelle a été placé ce colloque, ce qui nous entraîne du côté des rapports de pouvoir, l’*action* étant l’activité politique par excellence (Giband, Viala, Keerle...). Des concepts comme *géocratie* (Bussi) ou *champ de liberté* (Léobon) renvoient aux principes de l’approfondissement démocratique et de l’émancipation. Par rapport à *risque* ou *proximité*, *vulnérabilité* et *inégalité* permettent de réintroduire les rapports sociaux (Séchet). Quant aux notions de *spatialité* (Raoulx), d’*appropriation de l’espace* (Ripoll-Veschambre), de *médiation* (Raoulx), de *territorialité* (Keerle) ou de *formation socio-spatiale* (Giband, Keerle), elles présentent le double intérêt de renvoyer incontestablement à l’espace, sans pour autant constituer des catégories spatialistes. La plupart des concepts privilégiés à travers ces textes ont la particularité de renvoyer à des rapports (sociaux) plutôt qu’à des objets (spatiaux), à des dynamiques plutôt qu’à des états, ce qui est conforme à la posture de la géographie sociale.

Cette construction/déconstruction des outils conceptuels s’accompagne d’un questionnement sur les méthodologies et sur la construction de l’objet de recherche (Keerle), Benoît Raoulx montrant bien la relation étroite entre les deux. La photographie et l’image vidéo, qui reposent sur l’affirmation d’un point de vue, lui permettent de travailler la question de la distance à l’objet, dans un double mouvement d’implication et d’objectivation. La plupart des auteurs privilégient désormais la grande échelle, le local, à “ hauteur d’homme ” (Raoulx) au plus près des individus et des groupes sociaux (Martinais-Morel-Duchêne, Vieillard-Baron, Léobon...) dans une démarche compréhensive inspirée des approches anthropologiques et qui prend au sérieux le point de vue des acteurs (Viala, Ripoll)<sup>13</sup>. Ce choix s’accompagne de la mise en œuvre de méthodes beaucoup plus qualitatives qu’elles ne l’étaient dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, axées notamment sur l’entretien, l’analyse des discours, l’observation participante...

C’est là sans doute, au niveau du (micro)local, la meilleure distance qui soit pour appréhender comment se construisent et se reproduisent les positions sociales. Avec le risque de négliger d’autres échelles, beaucoup plus décisives en matière de choix économiques et politiques (Baudelle), et de privilégier l’idée de spécificités locales (Vieillard-Baron, Chignier-Riboulon). Comme l’écrit Hervé Vieillard-Baron, le travail au plus près du terrain n’a de sens que s’il s’inscrit dans la combinaison des échelles d’intervention politique et de pratiques sociales. Des échelles qui ne doivent pas être pensées comme extérieures à l’individu en société, mais bien comme composantes de la position sociale, incorporées dans la façon de lire et de pratiquer le monde, dans une approche dimensionnelle de l’espace.

### **Pour une approche dimensionnelle de l’espace**

Interroger l’inscription de la géographie sociale dans les sciences sociales, c’est notamment réaffirmer l’importance et l’omniprésence de l’espace (Ripoll) et s’engager résolument dans

---

<sup>13</sup> Ce rapport à l’*objet* ou plutôt au *sujet* de la recherche est bien illustré dans le volume à paraître *Espaces en (trans)action*, par exemple dans le texte de Djemila Zeneidi “ Ce n’est pas nous qui sommes à la rue, c’est la rue qui est à nous. Pour une autre lecture de l’espace à partir des modes d’appropriation des espaces publics par les Sans domicile fixe ”.

une “ théorie de la dimension spatiale du social ” qui, au-delà de la discipline, puisse être utile aux sciences sociales dans leur ensemble<sup>14</sup> et favoriser le dialogue disciplinaire.

Mais si la géographie sociale réaffirme cette importance de l’espace, c’est en se gardant de plus en plus, nous l’avons vu, des catégorisations spatiales qui pourraient conforter l’idée d’autonomie de l’espace vis-à-vis de la société et entretenir cette “ pensée substantialiste des lieux ” dénoncée par Bourdieu (1993). Il s’agit de réaffirmer que l’espace est une production sociale au sens de Lefebvre (1974) et de réfuter l’idée que quelque chose de l’espace serait “ naturel ” et extérieur à la société. Ce qui rejoint la posture de l’autonomie épistémologique des sciences sociales vis à vis des sciences de la nature et de “ l’explication du social par le social ” prônée par Durkheim. Ce refus de naturaliser l’espace est au final une posture émancipatrice, tout ce qui a été socialement construit pouvant être déconstruit (Ripoll, 2005).

D’où le recours croissant, plus ou moins affirmé, plus ou moins assumé et explicite, à l’expression “ dimension(s) spatiale(s) du social ”<sup>15</sup> au sein de la géographie sociale (Veschambre). Considérer que l’espace est une dimension fondamentale de la société, que la société est spatiale de part en part (Lévy, 1994) permet d’éviter la disjonction entre espace et société, la réification de l’espace et d’affirmer que rien de ce qui concerne les rapports sociaux n’est étranger à l’approche géographique (Ripoll).

La géographie sociale est aujourd’hui prête à développer une approche dimensionnelle, tout en la combinant à sa posture critique. Par rapport à un objectif qui a été longtemps celui de la mise en évidence des inégalités, par la carte notamment<sup>16</sup>, elle apparaît aujourd’hui encore plus ambitieuse, en envisageant comment se fabriquent, comment se construisent, comment se reproduisent par l’espace et dans l’espace, ces inégalités sociales. C’est ainsi qu’Hervé Vieillard-Baron envisage les processus qui font constamment de la mise à l’écart des uns la condition de la valorisation des autres.

Si cette approche dimensionnelle a fait son chemin depuis une dizaine d’années, cela ne veut pas dire qu’il y ait convergence absolue dans la manière de penser l’articulation espace/société. Certaines expressions traduisent la permanence du “ séparatisme spatial ” souligné par Philo & Söderström (2004) : “ relation dialectique entre espace et société ”, “ rétroaction du spatial sur le social ”, “ rapports sociaux et rapports spatiaux ”... Certains auteurs revendiquent l’espace, ses configurations, son organisation, comme objets privilégiés (Baudelle). Au sein de la géographie sociale, on pourrait d’ailleurs distinguer une “ géographie de la territorialité ” (Chivallon, 2003), qui s’intéresse d’abord aux formes géographiques, aux organisations spatiales (Buléon, Di Méo, 2005), d’une “ géographie de la spatialité ou de la dimension spatiale ”, qui privilégie l’analyse des rapports sociaux, tels qu’ils se construisent dans l’espace. L’usage revendiqué de *territoire*, dans un tiers des textes environ, apparaît en effet exclusif d’une référence significative à la *dimension spatiale*<sup>17</sup>. Tantôt revendiqué comme concept (Keerle), tantôt utilisé dans son sens institutionnel dans certains textes relatifs à la politique de la ville (Séchet, Chignier-Riboulon...), le mot *territoire* présente une certaine ambiguïté : peut-il constituer un concept central pour la géographie sociale, alors qu’il est souvent employé par les politiques dans une logique de contrôle social et d’occultation des inégalités sociales ? (Séchet, 1998, Ripoll-Veschambre,

<sup>14</sup> Même si un certain nombre d’entre elles – sociologie urbaine, sociolinguistique urbaine, anthropologie ... – n’ont pas attendu la géographie (et ont même parfois pris de l’avance) pour intégrer fortement la dimension spatiale.

<sup>15</sup> Elle est présente dans tous les textes sauf trois.

<sup>16</sup> “ La géographie sociale a pour objet principal de contribuer à la mise en évidence des inégalités sociales ” (Hérin, 1999 : 132).

<sup>17</sup> On compte huit textes dans lesquels *territoire* est absent ou rare, six où il est présent mais nettement moins que le mot *espace* et six où *espace* et *territoire* sont utilisés aussi fréquemment l’un que l’autre.

2002). Vincent Gouëset et Odile Hoffmann montrent clairement combien la conjonction entre catégorisation sociale (*communauté*) et catégorisation spatiale (*territoire*) est porteuse d'enfermement et d'essentialisation des groupes sociaux.

Mais si l'on relève parfois un certain embarras dans la manière de dire la nature sociale de l'espace, les risques d'autonomisation de l'espace semblent aujourd'hui plus limités dans la géographie sociale, qui s'inscrit clairement dans les géographies qui rejettent le spatialisme et les approches néopositivistes.

### **Une géographie sociale à la fois ouverte sur les sciences sociales, diverse et cohérente**

Réaffirmer l'importance de la dimension spatiale situe la géographie sociale en bonne position pour dialoguer avec les autres sciences sociales, et ce d'autant plus que l'espace y suscite un surcroît d'intérêt. Cette insertion plus affirmée dans le champ des sciences sociales a permis une ouverture et des remises en question qui ont fait évoluer la discipline. Certains principes adoptés par les courants dits post-modernes dans le monde anglo-saxon, et qui ont été discutés en France sans que l'étiquette elle-même réussisse à s'imposer, semblent avoir travaillé en profondeur (Giband) : la revalorisation de l'espace dans l'analyse du social, la théorie du point de vue, la démarche réflexive, l'approche constructiviste de l'objet de recherche, la démarche compréhensive au plus près des populations "sur" ou mieux, "avec" lesquelles le chercheur travaille<sup>18</sup>....

S'il est un aspect qui est particulièrement révélateur d'une évolution de la géographie sociale, c'est bien l'irruption de l'individu. Encore récemment assimilée à l'étude des classes, des groupes, du collectif, elle n'a plus peur aujourd'hui de l'individu, et peut même en faire son objet (Bussi). Mais il s'agit d'un individu toujours en société, dont l'action implique l'ensemble de la société à laquelle il appartient (Aldhuy) et qu'il faut donc appréhender dans une démarche d'articulation et non plus d'opposition entre l'individuel et le collectif (Bonnerandi-Houssay). Dans le même esprit, après avoir été longtemps rejeté ou pour le moins contesté dans le champ de la géographie sociale, l'*acteur* a fini par s'imposer. Mais ce n'est pas l'*acteur* tout puissant, stratège, rationnel, indépendant de toute contrainte sociale qui apparaît dans ces textes mais un *acteur* qui, tout en étant capable de penser sa condition et ses actes, n'en n'est pas moins travaillé par ses origines et sa position sociale : "ni *homo economicus*, ni idiot culturel" pour reprendre la formule de Fabrice Ripoll. Comme celui-ci le souligne dans son texte, le "retour de l'acteur" dans les sciences sociales n'a pas été synonyme de retour de l'*action*, ou alors une action réduite, à la faveur du *linguistic turn*, à ses formes discursives. Même si les discours sont incontournables, et s'ils sont d'ailleurs appréhendés par la géographie sociale aujourd'hui, le monde social ne s'y réduit pourtant pas : la géographie sociale est bien placée pour affirmer combien il est important de saisir les pratiques sociales dans leur matérialité. La rencontre avec la sociolinguistique urbaine a ceci d'intéressant qu'elle permet d'échanger avec des linguistes qui situent les discours, les locuteurs et leurs représentations dans l'espace concret (Bulot-Veschambre). Ce frottement avec les autres sciences sociales est présent dans bon nombre de textes, notamment lorsqu'il s'agit d'envisager un objet transdisciplinaire comme le sport (Keerle) ou "le risque environnemental" (Martinais-Morel-Duchêne) ou bien un dispositif comme la politique de la ville (Chignier-Riboulon, Vieillard-Baron). Plusieurs auteurs affirment d'ailleurs être plus à l'aise avec ces disciplines des sciences sociales qui prennent l'espace au sérieux, dans le champ urbain notamment, qu'avec certaines géographies.

---

<sup>18</sup> Ne devrait-on pas dans ce cas parler plutôt de *sujet* que d'*objet* ?

Le dialogue avec d'autres sensibilités de la géographie apparaît cependant intense et participe de cette ouverture de la géographie sociale (Viala). A la suite d'un Guy Di Méo par exemple, de nombreux auteurs se sont volontiers retrouvés en phase avec la géographie culturelle pour intégrer à leurs préoccupations les systèmes de valeur, les langages symboliques (Chivallon, 2003). C'est ainsi que l'on peut interpréter, par exemple, l'intérêt affirmé pour les processus de patrimonialisation<sup>19</sup> ou pour les problématiques liées aux langages, à l'identité, à la mémoire, à la construction symbolique des lieux (Raoulx, Bulot-Veschambre). Même si la question du symbolique était présente dès le manuel de géographie sociale (Frémont *et al.*, 1984), elle est aujourd'hui beaucoup plus intensément explorée, alors qu'elle prend une importance croissante dans la construction des ressources spatiales. Les tenants de la géographie sociale se retrouvent donc en position d'affirmer à la fois l'importance de la matérialité des conditions d'existence et des registres symboliques des pratiques sociales, dans une démarche d'articulation du matériel et de l'idéal : c'est ainsi que l'on peut envisager les modalités d'appropriation de l'espace dans toute leur complexité (Ripoll-Veschambre).

Les auteurs qui se sont placés sur ces terrains que l'on qualifie habituellement de " culturels " (mais qui font partie intégrante du social tel que nous essayons de l'appréhender), de l'identité, de la mémoire, du symbolique, l'ont fait pour mieux saisir les inégalités en terme de ressource, en terme de " visibilité " et de " légitimité " des individus et des groupes sociaux (Lussault, 2000). Si l'espace est aujourd'hui envisagé à travers l'activité symbolique dont il est investi, cela ne constitue pas, du point de vue de la géographie sociale, une fin en soi. Plus qu'à " la matérialité comme forme avérée de l'existence sociale ", l'espace renvoie dans notre approche à la matérialité comme forme avérée des inégalités sociales et des rapports de domination, ceci pour paraphraser Christine Chivallon, citée ci-dessus (Chivallon, 2003).

Loin de banaliser la géographie sociale, ces influences et évolutions en profondeur lui ont donné nous semble-t-il un surcroît de crédibilité, car elles ont été appropriées, adaptées à une posture critique réaffirmée. Mais dans ce contexte d'intensification des échanges conceptuels et méthodologiques, la diversité est de mise au sein de la géographie sociale. Comme Régis Keerle, on peut parler d'une " définition plurielle " de la géographie sociale. Ainsi, la diversité des étiquettes revendiquées est révélatrice de la diversité des influences et des références : au-delà de l'identification prépondérante à la géographie sociale, certains se réfèrent également à la géographie urbaine (Viala), à la géographie politique (Bussi) ou plus largement à la géographie humaine (Guermond et Mathieu). Pour d'autres, le choix est au refus des qualificatifs et à l'affirmation d'une évidence de la géographie comme sociale, comme science sociale (Martinais, Morel, Duchêne ; Vieillard-Baron) : Laurent Viala parle d'une géographie sociale " aspirant à abandonner son épithète pour cause de pléonasmе ".

### **Le " top 10 " des références bibliographiques**

Une rapide analyse de la bibliographie nous révèle une certaine dispersion des références, ce qui confirme la pluralité des influences chez les auteurs qui se réfèrent à la géographie sociale. En ayant retenu un seuil d'au moins quatre citations dans quatre textes différents, nous n'avons obtenu que 10 noms<sup>20</sup>. La liste en est à la fois sans surprise et révélatrice. Si la dispersion est logique en dehors de la discipline, le fait que seulement deux

<sup>19</sup> Qui seront développés dans le volume à paraître *Territoires en action et dans l'action*.

<sup>20</sup> Nous avons exclu les auteurs présents dans l'ouvrage, les dictionnaires, ainsi que le manuel de géographie sociale de 1984.

auteurs non géographes ressortent laisse entendre qu'il nous faut encore lire et travailler pour partager des références communes dans les sciences sociales : outre Pierre Bourdieu qui paraît incontournable, apparaît le couple Pinçon dont l'approche de la grande bourgeoisie est très stimulante pour la géographie sociale. Parmi les géographes cités, on retrouve les "électrons libres", Jacques Lévy et Michel Lussault, qui ont assurément nourri en profondeur la réflexion théorique et épistémologique. Sont également cités deux géographes plus jeunes, également actifs dans ce type de réflexion théorique, l'un se revendiquant de la géographie culturelle, Jean-François Staszak, l'autre se situant à la rencontre de plusieurs influences et ayant échangé avec la géographie sociale, Christine Chivallon. Très présent dans les bibliographies, Guy Di Méo occupe également cette position de passeur, tout en se référant avant tout à la géographie sociale. La présence de ces auteurs atteste de l'ouverture de la géographie sociale à d'autres approches de la discipline, d'autres sensibilités, avec lesquelles elle partage le rejet du spatialisme et l'intérêt pour les questions identitaires et symboliques. On retrouve enfin les figures tutélaires de la géographie sociale, la "mère fondatrice" (Aldhuy), Renée Rochefort, et deux "pères (re)fondateurs", André Vant et Robert Hérin.

Mais par delà les choix d'étiquettes, par delà la diversité des sensibilités, la "géographie sociale" apparaît bien vivante, et semble exprimer une "cohérence épistémologique en voie de stabilisation" (Viala), dans le contexte d'un intérêt nouveau ou réaffirmé pour les questions théoriques. A lire l'ensemble de ces textes, on a effectivement le sentiment qu'un certain nombre de conceptions partagées sont en train de "cristalliser" pour avoir été progressivement explicitées et étayées, autour de quelques principes et postures.

La réaffirmation de la posture critique et ce de manière beaucoup plus explicite que lors des deux précédents colloques de géographie sociale, est la pierre angulaire de cette cohérence : elle sera particulièrement développée dans les textes de la première partie de l'ouvrage. Cette posture est associée au refus d'une autonomisation de l'espace, qui est en train de se clarifier et de s'affirmer à travers un vocabulaire axé sur les rapports sociaux plutôt que sur les configurations spatiales, dans une approche dimensionnelle de l'espace : les textes de la seconde partie insistent plutôt sur cet aspect. Nicole Mathieu et Yves Guermond, qui affirment d'emblée leur "conviction que l'analyse des rapports de domination dans la dimension spatiale donne sa validité à la recherche", résument ce que nous percevons comme une clarification de la posture de la géographie sociale.